

Newsletter, 10-13 décembre 2018

Session plénière

Strasbourg

Oleg Sentsov: cérémonie de remise du prix Sakharov 2018

Le réalisateur ukrainien Oleg Sentsov se verra décerner le prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit lors d'une cérémonie mercredi à midi.

5

Vote final sur le budget 2019 de l'UE

Le Parlement devrait approuver mercredi un accord sur le budget 2019 de l'UE qui augmente les financements pour Erasmus+, la protection du climat, la recherche et l'emploi des jeunes.

7

Décision du Parlement sur l'accord commercial UE-Japon

Le Parlement se prononcera mercredi sur l'accord de libre-échange entre l'UE et le Japon, le plus important accord commercial bilatéral jamais signé par l'UE.

8

Sécurité alimentaire: vers plus de transparence pour les autorisations

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) devra publier les détails de ses évaluations des risques, selon une nouvelle législation mise aux voix mardi.

10

Terrorisme: vote sur les recommandations de la commission spéciale

La commission spéciale du PE sur le terrorisme, qui a débuté ses travaux en septembre 2017, présentera ses conclusions qui seront mises aux voix mercredi.

11

Avenir de l'Europe: débat avec le Président chypriote, Nicos Anastasiades

Le Président de la République de Chypre, Nicos Anastasiades, débatera de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, mercredi à 10 heures.

12

Débat sur le Brexit après le vote de la Chambre des communes britannique

Mercredi à 9 heures, le Parlement débattre de la situation de l'accord de retrait de l'UE du Royaume-Uni suite au vote de la Chambre des communes britannique le 11 décembre. 13

Des visas humanitaires pour éviter des morts et mieux gérer les flux de réfugiés

Le PE se prononcera sur une nouvelle proposition de système européen de visa humanitaire qui permettrait aux demandeurs d'asile de venir en Europe sans avoir recours aux passeurs. 14

Environnement et actions climatiques: vote sur le financement à long terme

Concernant le prochain budget de l'UE pour la période 2021-2027, les députés proposent une augmentation de 100% du financement du programme LIFE. 15

CFP: vote sur les priorités pour la recherche, l'espace et le numérique

Les députés débattront et se prononceront sur les priorités et le périmètre de plusieurs programmes dont Horizon Europe (recherche), le programme spatial et l'interconnexion en Europe. 16

De nouvelles règles pour les visas de court séjour

Les députés se prononceront mardi sur de nouvelles règles sur la délivrance de visas de court séjour dans l'UE. Si elles sont adoptées, les négociations avec le Conseil débuteront aussitôt. 17

Sécurité sociale pour les travailleurs mobiles: vote sur la position du PE

La décision de la commission de l'emploi d'ouvrir des négociations avec le Conseil sur les règles actualisées relatives aux travailleurs mobiles de l'UE sera mise aux voix mardi. 18

Autorité européenne du travail: vote sur la position de la commission

La décision de la commission de l'emploi d'ouvrir des négociations avec le Conseil sur la création d'une Autorité européenne du travail sera mise aux voix mardi. 19

Les députés débattront des priorités du sommet européen et de l'Eurogroupe

Les députés débattront mardi avec la présidence autrichienne et la Commission de leurs priorités pour le sommet européen et des résultats du dernier Eurogroupe. 20

Extension de l'espace Schengen à la Bulgarie et à la Roumanie

Les députés devraient appeler mardi les ministres de l'UE à accueillir la Bulgarie et la Roumanie au sein de l'espace Schengen sans contrôles aux frontières dès que possible.

Risques professionnels: vote sur la protection contre les agents cancérigènes

Lors d'un vote mardi, les députés mettront à jour les règles de l'UE visant à protéger les travailleurs contre l'exposition aux substances cancérigènes et mutagènes.

22

La taxe sur les services numériques pourrait concerner davantage d'entreprises

Les députés débattront mercredi et voteront jeudi pour élargir le champ des directives sur la taxation des entreprises numériques ayant des activités dans l'UE.

24

Accord d'association de l'UE: vote sur l'Ukraine

Les députés débattront mardi de la situation de l'accord d'association de l'UE avec l'Ukraine, en amont d'un vote sur une résolution mercredi.

25

Débat sur le supposé conflit d'intérêt du Premier ministre tchèque

Suite aux récentes révélations dans les médias, les députés débattront du supposé conflit d'intérêt concernant le Premier ministre tchèque Andrej Babiš.

26

Le Parlement fait le point sur la situation des droits de l'homme dans le monde

Les députés débattront mardi et se prononceront mercredi sur un rapport annuel évaluant la situation des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde en 2017.

27

Politiques étrangère, de sécurité et de défense: vers une coopération renforcée

Le Parlement européen s'apprête à se prononcer mercredi sur deux résolutions examinant les choix clés en matière de politiques étrangère, de sécurité et de défense.

28

Les députés pour une mobilité militaire accrue

Les députés débattront lundi et se prononceront mardi sur la façon de déplacer rapidement les équipements militaires et les soldats à l'intérieur et à l'extérieur du territoire de l'UE.

29

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 13 décembre vers 9h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

30

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

31

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2018-12-10>

Newsletter, 10-13 décembre 2018

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [EP Live: suivre la séance en direct](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)
- [Podcasts thématiques du service de recherche du PE](#)

Contacts

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 88 17 20 97 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 228 40992 (BXL)

☎ (+33) 3881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Oleg Sentsov: cérémonie de remise du prix Sakharov 2018

Le réalisateur ukrainien Oleg Sentsov se verra décerner le prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit lors d'une cérémonie mercredi à midi.

Oleg Sentsov, actuellement emprisonné en Russie pour "préparation d'attentats terroristes" contre le pouvoir russe en Crimée, sera représenté à Strasbourg par sa cousine Natalya Kaplan et son avocat Dimitri Dinze. Ils recevront le prix des mains du Président du PE, Antonio Tajani, lors d'une cérémonie dans l'hémicycle de Strasbourg, mercredi à midi.

Le Président Tajani participera à une conférence de presse juste après la cérémonie, à 12h30.

Vous pouvez visionner la cérémonie en direct via [EP Live](#) et [EbS+](#).

Les autres finalistes pour le prix Sakharov 2018 étaient 11 ONG sauvant des migrants en Méditerranée et Nasser Zefzafi, leader d'un mouvement de protestation de masse au Maroc, Hirak.

Lundi 10 décembre de 19h30 à 21 heures, les députés de la commission des affaires étrangères, de la commission du développement et de la sous-commission des droits de l'homme participeront à un débat avec les représentants du lauréat du prix Sakharov 2018.

Contexte

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, baptisé en l'honneur du physicien et dissident politique soviétique Andrei Sakharov, est décerné chaque année par le Parlement européen. Il a été créé en 1988 pour honorer les individus et les organisations qui défendent les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Cérémonie de remise du prix: mercredi 12 décembre

Procédure: cérémonie de remise de prix

Conférence de presse: mercredi 12 décembre à 12h30

En savoir plus

- [Site du prix Sakharov pour la liberté de l'esprit](#)
- [Prix Sakharov 2018: les trois finalistes annoncés](#)
- [Prix Sakharov 2018: et les nominés sont...](#)
- [Actualités - Prix Sakharov 2018](#)
- [Service de recherche du PE - Prix Sakharov 2018 \(en anglais\)](#)
- [Les anciens lauréats](#)
- [Produits multimédias - Prix Sakharov 2018](#)

Vote final sur le budget 2019 de l'UE

Le Parlement devrait approuver mercredi un accord sur le budget 2019 de l'UE qui augmente les financements pour Erasmus+, la protection du climat, la recherche et l'emploi des jeunes.

Pour le dernier budget de l'UE de cette législature, les députés se sont battus et ont obtenu 688,5 millions d'euros supplémentaires par rapport au projet de budget proposé par la Commission européenne, pour des programmes qu'ils considèrent comme essentiels à la croissance et à l'emploi, à savoir Erasmus+ (échanges universitaires), l'initiative pour l'emploi des jeunes, Horizon 2020 (recherche) et COSME (soutien aux PME).

Pour en savoir plus sur les augmentations budgétaires obtenues, notamment en matière de protection du climat, de traitement de la crise migratoire et de soutien aux agriculteurs, cliquez sur ce [communiqué de presse relatif à l'accord passé avec le Conseil le 5 décembre](#).

Près de 94% du budget de l'UE va aux citoyens, aux régions, aux villes, aux agriculteurs et aux entreprises. Les dépenses administratives de l'UE représentent environ 6% du total du budget.

Débat: mardi 11 décembre

Vote: mercredi 12 décembre

Procédure: procédure budgétaire

En savoir plus

- [Communiqué de presse sur l'accord avec le Conseil \(05.12.2018\)](#)
- [Pouvoir budgétaire du Parlement européen](#)
- [Fiche d'information - Procédure budgétaire](#)
- [Commission des budgets](#)
- [Commission européenne - Documents budgétaires 2019](#)
- [Profil du rapporteur principal, Daniele Viotti \(S&D, IT\)](#)
- [Profil du rapporteur pour les autres sections, Paul Rübig \(PPE, AT\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Décision du Parlement sur l'accord commercial UE-Japon

Le Parlement se prononcera mercredi sur l'accord de libre-échange entre l'UE et le Japon, le plus important accord commercial bilatéral jamais signé par l'UE.

L'accord de partenariat économique entre l'UE et le Japon fera disparaître tous les droits de douane, ouvrira le marché des services, créera des règles communes pour le commerce bilatéral et des normes communes. Les vins et alcools de l'UE, la viande, les produits laitiers, les secteurs du cuir et du textile, les entreprises ferroviaires intéressées par les marchés publics et les PME sont les grands vainqueurs de cet accord qui entrera en vigueur le 1er février 2019, une fois que le Parlement, la Diète japonaise et le Conseil l'auront formellement ratifié.

Le même jour, le Parlement se prononcera également sur l'accord de partenariat stratégique UE-Japon, qui vise à élargir le champ de la coopération à d'autres secteurs.

À propos des accords

L'accord de partenariat économique, signé le 17 juillet 2018, crée un espace commercial de 600 millions de personnes et couvre un tiers du PIB mondial et 40% du commerce mondial. Il supprimera presque tous les tarifs douaniers, représentant environ 1 milliard d'euros par an, sur les produits et services européens exportés vers le Japon.

L'accord de partenariat stratégique élargit le champ de la coopération à des domaines tels que l'énergie, l'éducation, la recherche et le développement, et la lutte contre le changement climatique et le terrorisme. Il doit être ratifié par chaque État membre avant d'entrer en vigueur.

Les négociations pour un accord distinct sur la protection des investissements avec le Japon, afin d'établir un mécanisme permettant de résoudre les litiges, de garantir un traitement juste et équitable des investissements directs étrangers de l'UE au Japon et vice versa, sont toujours en cours.

Débat: mardi 11 décembre

Vote: mercredi 12 décembre

Procédure: approbation

Conférence de presse: mercredi 12 décembre à 14h30, en présence du rapporteur Pedro Silva Pereira (S&D, PT), du président de la commission du commerce international, Bernd Lange (S&D, DE), et la commissaire en charge du commerce, Cecilia Malmström.

En savoir plus

- [Projet de recommandation relative à la conclusion de l'accord commercial entre l'UE et le Japon](#)
- [Projet de résolution sur l'accord commercial UE-Japon](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(05.11.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Pedro Silva Pereira \(S&D, PT\)](#)
- [Fiche de procédure \(approbation\)](#)
- [Fiche de procédure \(résolution\)](#)
- [Think tank du PE - Accord commercial UE-Japon \(en anglais\)](#)
- [Infographie - Commerce international: la position de l'UE](#)
- [Actualités - Nouvel accord commercial UE-Japon: à l'aube d'une nouvelle ère \(03.12.2018\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Sécurité alimentaire: vers plus de transparence pour les autorisations

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) devra publier les détails de ses évaluations des risques, selon une nouvelle législation mise aux voix mardi.

Les nouvelles règles visent à améliorer la transparence dans l'évaluation des risques, la fiabilité, l'objectivité et l'indépendance des études utilisées par l'EFSA dans son évaluation des risques, la communication sur les risques et la gouvernance. Davantage de ressources devraient être alloués à l'Agence afin qu'elle puisse remplir ses missions scientifiques.

Contexte

La proposition fait suite à l'initiative citoyenne européenne sur le glyphosate, et en particulier aux préoccupations exprimées dans l'initiative quant à l'accès du public aux études scientifiques utilisées pour l'évaluation des pesticides et quant à leur indépendance. Elle fait également suite à un bilan de qualité de la législation alimentaire générale, lancé en 2014 et achevé en janvier 2018 par la Commission européenne.

Débat: lundi 10 décembre

Vote: mardi 11 décembre

En savoir plus

- [Projet de rapport \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(27.11.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Renate Sommer \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Repenser la législation alimentaire générale \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Terrorisme: vote sur les recommandations de la commission spéciale

La commission spéciale du PE sur le terrorisme, qui a débuté ses travaux en septembre 2017, présentera ses conclusions qui seront mises aux voix mercredi.

Le rapport appelle le prochain Président de la Commission européenne à maintenir le portefeuille de commissaire en charge de l'union de la sécurité, et exhorte les États membres à renforcer la coopération et à partager rapidement les informations en cas d'évolution du niveau de menace. De plus, Europol devrait devenir un véritable pôle pour l'échange d'informations et la coopération en matière de lutte contre le terrorisme au niveau de l'UE, si besoin avec un mandat renforcé.

Les co-rapporteuses Monika Hohlmeier (PPE, DE) et Helga Stevens (ECR, BE) ainsi que la présidente de la commission spéciale, Nathalie Griesbeck (ADLE, FR), participeront à une conférence de presse mercredi à 15 heures.

Débat: mardi 11 décembre

Vote: mercredi 12 décembre

Conférence de presse: mercredi 12 décembre à 15 heures

En savoir plus

- [Commission spéciale sur le terrorisme](#)

Avenir de l'Europe: débat avec le Président chypriote, Nicos Anastasiades

Le Président de la République de Chypre, Nicos Anastasiades, débattrà de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, mercredi à 10 heures.

Il s'agira du quatorzième d'une série de débats sur l'avenir de l'Europe entre les chefs d'État ou de gouvernement et les eurodéputés. Vous pouvez retrouver plus d'informations sur les débats précédents [en cliquant ici](#).

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, débattrà en plénière en janvier 2019 à Strasbourg.

Débat: mercredi 12 décembre à 10 heures

Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe, sans résolution

Point presse: mercredi 12 décembre à 13 heures, en présence du Président Tajani et du Président Anastasiades

En savoir plus

- [Biographie du Président de la République de Chypre, Nicos Anastasiades \(en anglais\)](#)
- [Débats sur l'avenir de l'Europe \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Débat sur le Brexit après le vote de la Chambre des communes britannique

Mercredi à 9 heures, le Parlement débattera de la situation de l'accord de retrait de l'UE du Royaume-Uni suite au vote de la Chambre des communes britannique le 11 décembre.

Ce débat permettra aux députés d'évaluer la situation du retrait du Royaume-Uni suite à l'accord au Conseil européen du 25 novembre, au cours duquel les chefs d'État ou de gouvernement ont soutenu l'accord de retrait négocié et la déclaration politique concernant l'avenir des relations entre l'UE et le Royaume-Uni.

Une résolution sera mise aux voix lors de la prochaine session plénière.

Débat: mercredi 12 décembre

Vote: prochaine session

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, avec résolution

En savoir plus

[- Produits multimédias - Brexit](#)

Des visas humanitaires pour éviter des morts et mieux gérer les flux de réfugiés

Le PE se prononcera sur une nouvelle proposition de système européen de visa humanitaire qui permettrait aux demandeurs d'asile de venir en Europe sans avoir recours aux passeurs.

Dans le cadre de ce mécanisme, les personnes en quête d'une protection internationale pourraient demander un visa aux ambassades ou consulats de l'UE à l'étranger, ce qui, une fois le visa octroyé, leur donnerait accès au territoire européen (précisément à l'État membre délivrant le visa) dans le seul but de soumettre une demande d'asile.

L'objectif est de réduire le trafic et le taux élevé de mortalité sur les routes migratoires vers l'UE, notamment en Méditerranée, mais aussi d'optimiser le budget de l'UE et des États membres dédié à l'asile, les procédures répressives, les contrôles aux frontières, la surveillance et les activités de recherche et de sauvetage.

Le projet de rapport appelle la Commission européenne à présenter d'ici au 31 mars 2019 une proposition législative mettant en place un mécanisme de visa humanitaire européen. Pour être adopté, il doit obtenir le soutien d'une majorité absolue des députés.

Vote: mardi 11 décembre

Conférence de presse: mardi 11 décembre à 15 heures, en présence du rapporteur Juan Fernando López Aguilar (S&D, ES)

Procédure: initiative législative

En savoir plus

- [Projet de rapport contenant des recommandations à la Commission sur les visas humanitaires \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(03.12.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Juan Fernando López Aguilar \(S&D, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Évaluation de la valeur ajoutée des visas humanitaires \(octobre 2018, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Asile](#)

Environnement et actions climatiques: vote sur le financement à long terme

Concernant le prochain budget de l'UE pour la période 2021-2027, les députés proposent une augmentation de 100% du financement du programme LIFE.

L'enveloppe financière totale prévue pour la période 2021-2027 est de 7,27 milliards d'euros, en prix courants, soit près de deux millions de plus que la proposition de la Commission. Les députés souhaitent ouvrir les négociations avec le Conseil pour un accord en première lecture.

Le programme de l'UE pour l'environnement et l'action climatique contribuera à intégrer les actions pour le climat et à atteindre l'objectif global consistant à porter à 25% la part des dépenses du budget de l'Union pour 2021-2027 contribuant à la réalisation des objectifs en matière de climat.

Contexte

Le programme LIFE est le seul fonds de l'UE uniquement dédié aux objectifs environnementaux et climatiques. Avec un budget relativement modeste, il vise une niche entre les programmes de l'UE soutenant la recherche et l'innovation, d'une part, et ceux qui financent le déploiement de mesures à grande échelle, d'autre part. Ainsi, le programme facilite la liaison entre la création de nouvelles connaissances et leur mise en œuvre. Depuis 1992, LIFE a cofinancé plus de [4 500 projets](#).

Débat: lundi 10 décembre

Vote: mardi 11 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Projet de rapport sur le programme LIFE \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Gerben-Jan Gerbrandy \(ADLE, NL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Programme LIFE 2021-2027: financement des objectifs environnementaux et climatiques \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

CFP: vote sur les priorités pour la recherche, l'espace et le numérique

Les députés débattront et se prononceront sur les priorités et le périmètre de plusieurs programmes dont Horizon Europe (recherche), le programme spatial et l'interconnexion en Europe.

Suite à l'adoption de sa position sur le budget à long terme de l'UE (cadre financier pluriannuel, ou CFP 2021-2027), le Parlement fixera sa position sur le périmètre et les priorités en matière d'investissement dans des secteurs essentiels pour la croissance comme la recherche, l'espace, l'Europe numérique et les réseaux transeuropéens dans le cadre de l'interconnexion en Europe.

Débat mardi et vote mercredi sur les programmes suivants:

- Horizon Europe (recherche et innovation)
- Programmes spécifiques pour la mise en œuvre d'Horizon Europe
- Fonds européen de la défense
- Interconnexion en Europe

Débat mercredi et votes jeudi:

- Programme numérique européen
- Programme spatial européen

La plénière se prononcera également sur la décision de débiter les négociations interinstitutionnelles avec les ministres de l'UE sur ces sujets.

Débats: mardi 11 et mercredi 12 décembre

Votes: mercredi 12 et jeudi 13 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Service de recherche du PE - Horizon Europe \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Programme spatial européen \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Europe numérique \(en anglais\)](#)
- [Le nouveau programme spatial européen - Questions-réponses](#)
- [Service de recherche du PE - Interconnexion en Europe \(en anglais\)](#)

De nouvelles règles pour les visas de court séjour

Les députés se prononceront mardi sur de nouvelles règles sur la délivrance de visas de court séjour dans l'UE. Si elles sont adoptées, les négociations avec le Conseil débuteront aussitôt.

Le projet de règles adopté en commission des libertés civiles vise à simplifier les procédures pour les voyageurs en règle visitant l'espace Schengen pour des raisons touristiques, commerciales ou professionnelles, à empêcher l'immigration irrégulière et à contribuer à la sécurité intérieure.

Contexte

Le code des visas de l'UE, en cours de révision, fixe les procédures et les conditions de délivrance des visas pour les ressortissants de 104 pays et entités (pour des séjours d'au maximum 90 jours sur une période de 180 jours). Le nombre de demandes de visas a augmenté de 50% ces dernières années, de 10,2 millions en 2009 à 15,2 millions en 2016.

Vote: mardi 11 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture (vote sur un mandat)

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(03.12.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Juan Fernando López Aguilar \(S&D, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Règlement listant les pays tiers dont les ressortissants doivent être en possession d'un visa lorsqu'ils franchissent les frontières extérieures et ceux dont les ressortissants sont exemptés](#)
- [Service de recherche du PE - Révision du code communautaire des visas \(juillet 2018, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Sécurité sociale pour les travailleurs mobiles: vote sur la position du PE

La décision de la commission de l'emploi d'ouvrir des négociations avec le Conseil sur les règles actualisées relatives aux travailleurs mobiles de l'UE sera mise aux voix mardi.

Les règles modernisées sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, [adoptées par la commission de l'emploi et des affaires sociales mardi 20 novembre](#), visent à faciliter la mobilité au travail tout en protégeant les droits dans les situations transfrontalières, en déterminant dans quel système national une personne est assurée (là où elle paie des contributions et reçoit les prestations).

Vote: mardi 11 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Guillaume Balas \(S&D, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Modifications concernant la coordination de la sécurité sociale \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Coordination des systèmes de sécurité sociale en Europe \(en anglais\)](#)

Autorité européenne du travail: vote sur la position de la commission

La décision de la commission de l'emploi d'ouvrir des négociations avec le Conseil sur la création d'une Autorité européenne du travail sera mise aux voix mardi.

Le rapport sur la proposition de création d'une Autorité européenne du travail, [adopté par la commission des affaires sociales et de l'emploi le 20 novembre](#), affirme que cette Autorité devra se concentrer sur l'application des règles de l'UE en matière de mobilité du travail et assurer un nombre limité de missions.

De plus, elle devra jouer un rôle de médiateur et aider à trouver une solution en cas de litige entre États membres sur des questions liées à la mobilité du travail, notamment au travers de la conciliation si les États membres concernés l'acceptent.

Vote: mardi 11 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Jeroen Lenaers \(PPE, NL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Autorité européenne du travail \(en anglais\)](#)

Les députés débattront des priorités du sommet européen et de l'Eurogroupe

Les députés débattront mardi avec la présidence autrichienne et la Commission de leurs priorités pour le sommet européen et des résultats du dernier Eurogroupe.

Les chefs d'État ou de gouvernement se réuniront à Bruxelles les 13 et 14 décembre afin d'échanger sur le budget à long terme de l'UE (cadre financier pluriannuel - CFP) pour la période 2021-2027, sur les obstacles subsistants sur le marché intérieur et les possibilités d'actions pour lever ces obstacles, sur la migration ainsi que sur le sommet à venir avec la Ligue des États arabes en février 2019.

Ils prendront également connaissance, avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, du plan d'action pour lutter contre la désinformation.

Le dernier Eurogroupe du 3 et 4 décembre ayant permis de réaliser des progrès sur l'intégration de la zone euro fera l'objet du deuxième débat.

Débats: mardi 11 décembre

Procédure: débats sans résolution

En savoir plus

- [Ordre du jour provisoire du sommet européen des 13-14 décembre](#)
- [Conclusions de l'Eurogroupe des 3-4 décembre](#)
- [Produits multimédias](#)

Extension de l'espace Schengen à la Bulgarie et à la Roumanie

Les députés devraient appeler mardi les ministres de l'UE à accueillir la Bulgarie et la Roumanie au sein de l'espace Schengen sans contrôles aux frontières dès que possible.

Les députés débattent lundi et se prononceront mardi sur une résolution non législative appelant le Conseil de l'UE à prendre une décision rapide et positive quant à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace Schengen en tant que membres à part entière.

Contexte

Le Parlement a donné son feu vert à l'adhésion de la Bulgarie et de Roumanie en [juin 2011](#) et a réitéré sa position à plusieurs reprises suite à la résolution législative.

Actuellement, la Bulgarie et la Roumanie appliquent partiellement les règles de Schengen et des contrôles sont effectués aux frontières intérieures des deux pays. La décision finale doit être prise à l'unanimité au Conseil des ministres de l'UE.

Débat: lundi 10 décembre

Vote: mardi 11 décembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de résolution sur l'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen en Bulgarie et en Roumanie](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(05.11.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Sergei Stanishev \(S&D, BG\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Étude sur le coût du non-Schengen: aspects relatifs aux libertés civiles, à la justice et aux affaires intérieures](#)
- [Produits multimédias - Avenir de Schengen](#)

Risques professionnels: vote sur la protection contre les agents cancérigènes

Lors d'un vote mardi, les députés mettront à jour les règles de l'UE visant à protéger les travailleurs contre l'exposition aux substances cancérigènes et mutagènes.

Afin de protéger les quelque 3,6 millions de travailleurs européens potentiellement exposés aux émissions de gaz d'échappement des moteurs diesel, le Parlement a réussi à inclure ces gaz d'échappement dans le champ d'application des nouvelles règles et à mettre en place une valeur d'exposition limite correspondante.

Les nouvelles dispositions fixent les valeurs d'exposition limites (la quantité maximale de substance tolérée dans l'atmosphère du lieu de travail) et les observations "peau" (la possibilité d'absorption significative via la peau) pour huit substances cancérigènes supplémentaires (notamment les gaz d'échappement des moteurs diesel). Les nouvelles règles diminueront les risques pour les travailleurs de contracter un cancer, maladie qui demeure la première cause de mortalité liée au travail dans l'UE.

Contexte

Les huit substances ajoutées à la liste sont:

- les gaz d'échappement des moteurs diesel;
- l'épichlorhydrine;
- le dibromure d'éthylène;
- le dichlorure d'éthylène;
- la 4,4'-méthylènedianiline;
- le trichloroéthylène;
- les mélanges d'hydrocarbures aromatiques polycycliques, notamment ceux contenant du benzo[a]pyrène; et
- les huiles minérales qui ont été auparavant utilisées dans des moteurs à combustion interne pour lubrifier et refroidir les pièces mobiles du moteur.

Débat: lundi 10 décembre

Vote: mardi 11 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

- [Projet de résolution](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil du rapporteur Claude Rolin \(PPE, BE\)](#)
- [Service de recherche du PE - Limites d'exposition aux agents cancérigènes et mutagènes au travail \(en anglais\)](#)

La taxe sur les services numériques pourrait concerner davantage d'entreprises

Les députés débattront mercredi et voteront jeudi pour élargir le champ des directives sur la taxation des entreprises numériques ayant des activités dans l'UE.

La plénière étudiera deux propositions de directives du Conseil sur l'imposition des entreprises disposant d'une présence numérique significative et sur une taxe sur les bénéfices des services numériques.

Le vote devrait confirmer la position de la commission des affaires économiques et monétaires, qui a proposé d'élargir les types de services numériques couverts par les législations et de baisser le seuil des bénéficiaires non-imposables de ces entreprises.

Le Parlement dispose d'un rôle consultatif et le Conseil devra se prononcer à l'unanimité.

Débat: mercredi 12 décembre

Vote: jeudi 13 décembre

Procédure: consultation

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(03.12.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Dariusz Rosati \(PPE, PL\)](#)
- [Profil du rapporteur Paul Tang \(S&D, NL\)](#)
- [Fiche de procédure - Taxe sur les services numériques](#)
- [Fiche de procédure - Imposition des entreprises ayant une présence numérique significative](#)
- [Service de recherche du PE - Taxe sur les services numériques \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Imposition des entreprises disposant d'une présence numérique significative \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Accord d'association de l'UE: vote sur l'Ukraine

Les députés débattront mardi de la situation de l'accord d'association de l'UE avec l'Ukraine, en amont d'un vote sur une résolution mercredi.

Le projet de rapport de la commission des affaires étrangères souligne que malgré la guerre dans l'est du pays et les tentatives de déstabilisation de la Russie, l'Ukraine avait mené des réformes importantes dans des domaines comme l'énergie, la santé, les retraites, l'éducation, l'administration publique et la décentralisation.

Les eurodéputés demeurent préoccupés par le niveau de corruption, le pouvoir des oligarques et le manque d'indépendance du système judiciaire en Ukraine.

Contexte

L'Ukraine a signé un accord d'association avec l'Union européenne en 2014, renforçant ainsi les liens économiques et politiques entre le pays et l'UE. Il est entré en vigueur en 2017.

Débat: mardi 11 décembre

Vote: mercredi 12 décembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(13.11.2018, en anglais\)](#)
- [Commission des affaires étrangères](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil du rapporteur Michael Gahler \(PPE, DE\)](#)
- [Étude sur les accords d'associations de l'UE avec la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine \(juin 2018, en anglais\)](#)
- [Étude sur le développement d'un cadre institutionnel pour la mise en œuvre des accords d'association avec la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine: perspective comparative \(septembre 2018, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Débat sur le supposé conflit d'intérêt du Premier ministre tchèque

Suite aux récentes révélations dans les médias, les députés débattront du supposé conflit d'intérêt concernant le Premier ministre tchèque Andrej Babiš.

Citant un document interne de la Commission européenne, les médias ont rapporté que des fonds européens reçus par Agrofert, un réseau d'entreprises réunies au sein d'un trust par M. Babiš, constituaient un conflit d'intérêt pour le Premier ministre tchèque. Agrofert tout comme M. Babiš ont affirmé n'avoir rien à se reprocher.

Lors d'une réunion de la commission du contrôle budgétaire début décembre, le commissaire en charge du budget de l'UE, Günther Oettinger, a déclaré que la Commission européenne avait pris les accusations très au sérieux et qu'elle était entrée en contact avec les autorités nationales pour remédier à cette situation.

Débat: mercredi 12 décembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

- [Produits multimédias](#)

Le Parlement fait le point sur la situation des droits de l'homme dans le monde

Les députés débattent mardi et se prononceront mercredi sur un rapport annuel évaluant la situation des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde en 2017.

De nouvelles menaces à l'encontre de la démocratie émergent, déclarent les députés. En 2017, les attaques contre la presse ont atteint des records alors que la propagation de fausses nouvelles et la désinformation ont eu des conséquences sur de nombreuses élections.

Le rapport, présenté par la sous-commission des droits de l'homme, souligne également la nécessité de développer un cadre optimisé de protection pour les migrants et les réfugiés, qui représentaient 4,2% de la population totale de l'UE l'année dernière. Les députés recommandent aux États membres de collaborer plus étroitement pour mettre en place des routes migratoires légales et sûres pour les migrants et trouver des solutions, par exemple en leur octroyant des visas humanitaires.

Débat: mardi 11 décembre

Vote: mercredi 12 décembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(13.11.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Petras Auštrevičius \(ADLE, LT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Politiques de l'UE/Des résultats pour les citoyens: droits de l'homme \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Soutien de l'UE aux défenseurs des droits de l'homme dans le monde](#)
- [Produits multimédias](#)

Politiques étrangère, de sécurité et de défense: vers une coopération renforcée

Le Parlement européen s'apprête à se prononcer mercredi sur deux résolutions examinant les choix clés en matière de politiques étrangère, de sécurité et de défense.

Les rapports annuels du Parlement sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ont été présentés par la commission des affaires étrangères.

Mise en place d'un Conseil de sécurité de l'UE

Dans la résolution sur la PESC, les députés souhaitent que les États membres fassent passer en priorité les positions communes de l'UE devant les intérêts nationaux. Ils suggèrent la mise en place d'un Conseil de sécurité de l'UE et d'améliorer le processus décisionnel en remplaçant l'exigence d'unanimité au Conseil par la majorité qualifiée sur des sujets liés à la PESC. Les députés soulignent également la nécessité pour l'UE de renforcer sa résilience interne face aux ingérences extérieures, notamment pour ce qui concerne les prochaines élections européennes des 23-26 mai 2019.

Renforcer la défense commune

L'intégration de la défense de l'UE fait des progrès, estiment les députés dans le rapport sur la PSDC. Tout en saluant la mise en œuvre de la coopération structurée permanente, ils soulignent aussi la nécessité d'investir dans plus de domaines comme le renseignement et la surveillance. Les députés réaffirment également la nécessité d'optimiser les capacités civiles et militaires de l'UE.

Débat: mardi 11 décembre

Vote: mercredi 12 décembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Commission des affaires étrangères](#)
- [Fiche de procédure - PESC](#)
- [Profil du rapporteur pour la PESC, David McAllister \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure - PSDC](#)
- [Profil du rapporteur pour la PSDC, Ioan Mircea Pașcu \(S&D, RO\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Les députés pour une mobilité militaire accrue

Les députés débattront lundi et se prononceront mardi sur la façon de déplacer rapidement les équipements militaires et les soldats à l'intérieur et à l'extérieur du territoire de l'UE.

Afin d'améliorer la coopération, les pays de l'UE devraient s'assurer que leurs militaires puissent passer les frontières de l'UE sans entrave. Une mobilité militaire accrue permettrait d'augmenter la capacité de l'UE à répondre aux catastrophes naturelles et aux crises urgentes, et serait essentielle pour une défense de l'UE plus efficace. Pour cela, les divergences législatives et en termes d'infrastructures, qui bloquent les mouvements de troupes et les équipements militaires lourds, devraient être résolues, affirment les députés.

Débat: lundi 10 décembre

Vote: mardi 11 décembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(13.11.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Tunne Kelam \(PPE, EE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Commission européenne - Plan d'action sur la mobilité militaire \(28.03.2018\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 13 décembre vers 9h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- Iran, notamment le cas de Nasrin Sotoudeh;
- Égypte, notamment la situation des défenseurs des droits de l'homme; et
- Tanzanie.

Débats et votes: jeudi 13 décembre

Procédure: résolutions non législatives

En savoir plus

- [Produits multimédias](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Situation des migrants à la frontière entre l'UE et la Bosnie, question orale et débat jeudi;
- Propagation de la fièvre porcine africaine, question orale et débat jeudi;
- Activités de la médiatrice européenne en 2017, débat mercredi, vote jeudi;
- L'éducation à l'ère numérique, Toom, débat lundi, vote mardi;
- Paquet "marché unique", résolution, vote mercredi;
- Règlement complétant la législation de l'UE en matière de réception par type en ce qui concerne le Brexit, Mizzi, COD, vote mardi; et
- Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, Hoc, débat lundi, vote mardi.